

Éditorial

L'Algérie Française... pour les Nuls

NDLR – Comme pour les vaccins, à l'heure des tensions franco-algériennes et des repentances de nos éminents hommes politiques, une piqure de rappel est souvent nécessaire...

Depuis 1991, les Éditions First publient en France une collection d'ouvrages pédagogiques pour inculquer par le jeu, l'ironie et l'humour, le B... A... BA, de certaines disciplines telles que l'informatique, l'histoire, les langues, la comptabilité, l'œnologie, l'économie, voire les religions. Cette collection s'adressant - par définition - à des esprits plus ou moins hermétiques, obtus, peu ouverts, limités, embrumés, ignares, amnésiques, conditionnés, bourrés de préjugés, rebelles à toute évidence et persuadés de posséder la science infuse, les auteurs de cette collection se sont cru obligés d'ajouter au titre de leur enseignement, la mention : POUR LES NULS...

Dans cette énumération d'épithètes s'appliquant aux clients des Éditions First, nos lecteurs ont dû trouver, à quelques nuances près, toutes les «qualités» qui caractérisent nos impayables médias, aussi bornés et de mauvaise foi qu'ils sont suffisants, aussi muets quand il faudrait parler qu'ils sont loquaces lorsqu'ils devraient se taire... Aussi, retournant inlassablement à son rocher de Sisyphe, poursuivant la mission que s'est donnée notre journal d'expliquer, sans cesse et sans découragement, aux NULS qui nous entourent et nous calomnient, ce que fut notre Algérie bien-aimée, notre éditorial reprend-il in extenso, à quelques remarques près, même si vous les avez déjà lues – la pédagogie n'est-elle pas l'art de la répétition ? – les réponses officielles émanant du gouvernement français, en 1954.

Au reproche que nos beaux esprits font à la France d'avoir, dans sa soif de colonisation, ignoré les aspirations de la nation algérienne, les NULS doivent absolument apprendre que : «le pays qui se nomme aujourd'hui l'Algérie n'était pas en 1830, à l'arrivée des Français, un Etat comme pouvaient l'être le Maroc ou la Tunisie – encore moins une nation - : que ce pays se composait d'un ensemble de tribus sans aucun lien entre elles; que ces tribus étaient même animées les unes envers les autres d'une hostilité que l'occupant turc avait pris bien soin d'entretenir; que le sentiment de patrie était, chez ces populations, totalement ignoré; que ce pays n'avait même pas de nom, puisque ce nom d'Algérie date d'une ordonnance française de 1842 ».

À l'affirmation qui fait aujourd'hui parole d'évangile, selon laquelle les Français ont chassé les autochtones de leurs terres, les NULS doivent savoir que : «à la fin de la présence française, l'Algérie n'avait que 11 millions d'hectares cultivables. 9 millions, soit plus des trois quarts appartenaient à la population musulmane; 2 millions d'hectares seulement à des Européens. La plus grande partie des terres européennes avait été gagnée sur des steppes jadis incultes ou sur des marais où personne ne s'installait parce qu'ils étaient mortellement insalubres (exemple, la plaine de la Mitidja). Avant l'arrivée des Français, les plaines étaient inhabitées, les cultivateurs ne pouvant se mettre à l'abri des pillards qu'en demeurant dans les montagnes – faut-il rappeler que les nomades étaient les éternels ennemis des sédentaires -.

Que 700 centres ruraux ont alors été créés et aménagés par l'administration française, lesquels sont devenus des villages où habitaient les deux éléments de la population. Certains de ces centres sont devenus des villes, comme Sidi-Bel-Abbès, Boufarik, Tizi-Ouzou, Bordj-Bou-Argeridj...

Que s'il est vrai qu'en raison de leurs méthodes archaïques, les agriculteurs musulmans n'obtenaient dans la culture des céréales que des rendements très inférieurs à ceux qu'enregistraient les agriculteurs européens, il est également vrai que l'éducation technique des agriculteurs musulmans a été organisée sur une grande échelle par la création d'organismes nommés Secteurs d'Amélioration Rurale (les S.A.R.) qui, établis en grand nombre dans le bled, avaient pour mission de mettre à la disposition du fellah du matériel moderne et de lui enseigner des méthodes rationnelles de travail.

Qu'enfin, outre les nombreux forages de puits qui ont été pratiqués dans les régions dépourvues d'eau, onze grands barrages ont été construits qui permettaient l'irrigation de 140 000 hectares.

En réponse à ceux qui s'obstinent à croire que l'Algérie était une terre de richesses fabuleuses où les colons vautrés dans leur or, «faisaient suer le burnous» et tenaient en esclavage une population d'indigènes faméliques, les NULS devraient finir par comprendre - mais peut-être est-ce trop demander ? :

Que sur 1 200 000 Français européens qui habitaient l'Algérie, on comptait à peine 21 000 «colons», dont 120 seulement avaient des propriétés qui excédaient 200 hectares, et 7 000 ne possédaient pas chacun 10 hectares; qu'il y avait donc en Algérie, 1 180 000 Français européens qui n'étaient pas des colons. C'étaient des artisans, des employés, des ouvriers, des fonctionnaires, des commerçants, des avocats, des médecins, des ingénieurs, exactement comme on en voit à Draguignan, à Nevers ou à Evreux; qu'en dehors d'une classe qui comprenait à peine 15 000 personnes, le revenu moyen de ces Français d'Algérie était inférieur de 20 % à celui des Français de métropole.

À tous ces NULS, beaux-parleurs, à tous ces NULS, économistes de salon, qui vous affirment sans sourciller, que la France avait trouvé en 1830, un pays florissant (le dey d'Alger ne vendait-il pas ses récoltes de blé au gouvernement de la Première République?) et a laissé en 1962, un pays ravagé et désolé, il faut présenter pour qu'ils s'en imprègnent – le beau langage des euphémismes nous interdisant d'écrire « pour qu'ils se l'enfoncent dans le crâne » - l'héritage que nous avons laissé à l'Algérie indépendante :

- Un réseau routier de 10 000 kilomètres (dix fois la distance de Lille à Nice), reliant toutes les localités algériennes, jusqu'à l'extrême sud saharien.
- Un réseau ferroviaire de 4 350 kilomètres, avec des trains à grande vitesse pour l'époque, comme l'Inox qui assurait les liaisons Oran-Alger, et des trains d'intérêt local, comme le « bouyouyou » d'Hammam-Bou-Hadjar, les uns et les autres transportant chaque année 15 millions de voyageurs.
- 32 aérodromes, sur lesquels atterrisaient régulièrement 10 000 avions.
- 14 ports aux infrastructures modernes, pour la plupart de création française, comme les ports de Nemours et surtout d'Oran.
- 16 000 kilomètres de lignes téléphoniques, beaucoup plus sûres que « le téléphone arabe ».
- Une production électrique de 950 millions de kilowatts-heures.
- Enfin, quel plus bel héritage, que les réserves en pétrole du Sahara, que les plus modestes estimations comparaient à celles du Venezuela (le cinquième de la production mondiale)! À l'époque, le président du Conseil, Guy Mollet, pouvait affirmer, dans son discours d'Arras, du 24 mars 1957, sans craindre les foudres du « politiquement correct » : « avant dix ans, le Sahara pourra satisfaire au moins la moitié des besoins de l'Europe ».

Quel plus bel héritage encore, que les réserves de gaz naturel et ses installations d'exportation sur le port d'Arzew, gaz que nous payons aujourd'hui plus cher à l'Algérie que le gaz importé d'Europe.

À tous nos hypocrites, porteurs de beaux sentiments, qui s'érigent en parangons de vertu et de justice, qui ne s'indignent pas du sort réservé à de nombreuses populations, dans certains pays totalitaires, mais qui clament haut et fort - puisqu'en France, ils sont écoutés et ne risquent rien à calomnier - que les Algériens, « à l'époque coloniale », étaient maintenus dans un état de servitude, il faut rappeler, car ils ont trop tendance à l'oublier :

- Que la nationalité française qu'ils recherchent si avidement de nos jours, leur avait été donnée dès 1865, par un sénatus-consulte.
- Qu'une loi du 20 septembre 1947 avait proclamé l'égalité absolue des droits, entre Français d'origine et Français-Musulmans.
- Que cette loi de 1947 avait déclaré notamment toutes les fonctions dans les administrations, les services publics ou concédés, dans les armées de terre, de mer ou de l'air et dans la magistrature, également accessibles aux deux éléments ethniques.
- Qu'un décret de mars 1956, tenant compte de ce que les jeunes Musulmans éprouvaient souvent du fait de certaines coutumes familiales, un retard dans leurs études, a reculé, pour ceux-ci, la limite d'âge dans tous les examens et concours.

Faut-il, encore et encore, leur rabâcher ce que nous avons asséné dans de précédents éditoriaux sur l'éducation et la santé?...

Sur l'éducation :

- Que l'enseignement primaire comptait, en Algérie, en 1954, 12 000 classes fréquentées par 523 000 enfants, dont – malgré tous les mensonges que nos médias colportent avec complaisance – 350 000 enfants musulmans. Et ce dernier chiffre n'a cessé d'augmenter jusqu'en 1962, avec l'implantation d'écoles dans les douars.
- Que l'enseignement secondaire était donné dans 51 lycées et collèges, à 35 000 élèves, tant européens que musulmans.
- Que l'Université d'Alger, la troisième

de France, à l'époque, comptait 1 200 étudiants, dont plus de 550 Musulmans.

- Que la formation professionnelle était assurée à plus de 12 000 élèves des deux groupes ethniques.

Sur la santé :

Qu'en Algérie, régnait à l'état endémique, la peste, la variole, le typhus, et que le chiffre de la population était en diminution constante depuis l'époque romaine.

Que le chiffre de la population musulmane, qui était en 1830, tombé à moins de 2 millions, était au moment du départ des Français d'environ 9 millions.

Que l'équipement sanitaire public de l'Algérie comprenait :

- 150 hôpitaux, avec 30 000 lits et que dans ces hôpitaux, on trouvait neuf Musulmans pour un Européen.
- Un institut Pasteur.
- 2 000 médecins.
- Des colonnes médicales mobiles qui luttèrent sans répit contre le paludisme, la tuberculose, le trachome. Dans les seuls Territoires du Sud, plus de 3 millions de consultations avaient été données en 1956 aux populations musulmanes et il avait été pratiqué 3 300 opérations des yeux.

Enfin, à tous ceux qui ironisent sur les sentiments patriotiques des Français d'Algérie, qu'ils jugent déplacés pour des occupants de terres « coloniales », venus pour la plupart du melting-pot méditerranéen, les NULS, pollués par cette propagande ambiante que distillent nos intellectuels de gauche – (encore une fois, pardonnez le pléonasme) – qui, sous le masque du « politiquement correct », attaquent chez nous ou laissent attaquer les valeurs fondamentales de notre République, n'ayant de respect et de justifications que pour les violences étrangères, les NULS, disons-nous, doivent admettre une fois pour toutes, qu'à la différence des néo-colonialistes, profiteurs et aventuriers de tous calibres :

« Ces femmes et ces hommes des départements algériens – (à qui l'Hexagone

croyant les perdre dans la dérision, en les qualifiant de « Pieds-Noirs », leur a conféré des lettres de noblesse devant l'Histoire) – tout en restant profondément Français, étaient aussi attachés aux territoires qu'ils habitaient que les Français de France le sont à leur province.

Et si la réponse du gouvernement français de l'époque ne suffisait pas, rappelons à nos NULS ces mots terriblement poignants que l'on suppose être ceux d'un Algérien, qui auraient été trouvés sur le Livre d'Or d'une exposition à Grenoble consacrée à l'Algérie Française: « Vous les Pieds-Noirs que nous avons chassés de votre terre natale, nous avons vite compris que vous aimiez l'Algérie

plus que nous, parce que vous l'aviez « enfantée » dans la douleur et élevée avec courage et dans le sacrifice... ». S'il est authentique, est-il plus beau témoignage?...

Voilà tout ce qu'il serait bon de rappeler aux NULS, plus ou moins bien intentionnés qui nous entourent. Mais cet éditorial et les enseignements qu'il répète resteraient vains, s'ils n'étaient lus que par les abonnés de notre journal. Le rocher de Sisyphe, lourd de tous les péchés attribués à l'Algérie française, dévalerait à nouveau la pente. C'est pourquoi, il nous appartient, encore et encore, inlassablement, n'en déplaise aux grincheux de tous bords, de le

faire lire, d'abord à nos enfants et petits-enfants – quand nous aurons disparu, ils seront les témoins de ce que nous avons fait -, ensuite aux voisins et aux amis « Français de France », car ce ne sont pas exagérations de Pieds-Noirs qu'on leur raconte, mais des lignes officielles de « leur » gouvernement.

Cependant, amis lecteurs de l'Écho, de grâce, lorsque vous leur ferez la leçon, ne leur dites pas que c'est un enseignement à l'usage des NULS...

Nous aussi, soyons politiquement corrects!

L'Écho de l'Oranie